

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Unité Départementale des Hauts-de-Seine

Affaire suivie par : Jean-Marie LEMOINE
mél : jean-marie.lemoine@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 56 38 02 78 – Fax : 01 46 95 15 01

Dossier n° 2016/0981
S3IC : 65-20718

Nanterre, le 18 janvier 2017

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :

Recevabilité d'une demande d'enregistrement

Demande reçue le 07/11/2016

Compléments reçus le 09/01/2017 et le 13/01/2017

Exploitant concerné :

DODIN CAMPENON BERNARD

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement du site :

Nouveau site

Exploitant :

DODIN CAMPENON BERNARD

Adresse de l'installation :

25/26 rue de Lille
92 000 Nanterre

Adresse administrative :

Vinci Construction France
61, avenue Jules Quentin ;
92 000 Nanterre

Adresse du siège social :

20 chemin de la Flambère – BP 83 128
31 026 TOULOUSE Cedex

Contact :

Marc Roussilhes, Directeur d'Exploitation
06 13 42 24 10
marc.roussilhes@projetdef-eole.fr

Stéphane Gilbert, Ingénieur Travaux
06 33 35 52 33
stephane.gilbert@projetdef-eole.fr

Bordereau du 11/01/2017 (n°2016/0981)

Activité prévue :

Unités de dessablage

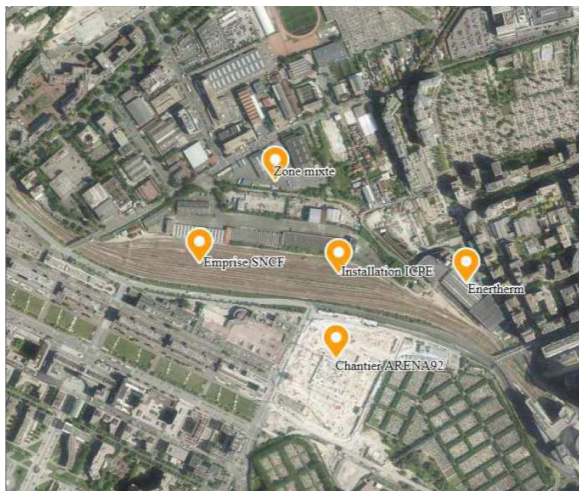
2 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Ce rapport analyse le caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement conformément aux dispositions des articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement.

3 CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

3.1 Description de l'activité

La demande déposée le 7 novembre 2016, complétée le 9 janvier 2017, par la société DODIN CAMPENON BERNARD vise à l'enregistrement de deux unités de traitement de matériaux au titre de la rubrique 2515-1. Cette installation sera située 25/26 rue de Lille à Nanterre sur un terrain de la société SNCF Réseau (Parc d'Activités des Groues, au niveau de l'ancienne gare de Fret SNCF)



Localisation du site

Cette installation sera utilisée dans le cadre du projet EOLE relatif au prolongement de la ligne de RER E. Cette installation permettra de réaliser un linéaire de 997 m de paroi moulée. Le volume total de déblais à évacuer pour réaliser la paroi moulée est estimé à 22 500 m³.

3.2 Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
2515-1-b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW (E)	2 unités de dessablage : <ul style="list-style-type: none">• 1 unité de puissance 194 kW• 1 unité de puissance 192 kW Puissance installée cumulée : 194 + 192 = 386 kW au total.	E

4 AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

4.1 Caractère complet du dossier

Les pièces et documents à joindre au dossier sont indiqués aux articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du Code de l'environnement. Le dossier déposé par l'exploitant le 07/11/2016 comportait les pièces suivantes :

- une demande correctement renseignée ;
- l'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée;
- une description de la nature et du volume des activités ainsi que les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève
- une carte au 1/25 000 avec emplacement de l'installation projetée
- un plan à l'échelle 1/2 000
- un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Un plan d'ensemble, à l'échelle 1/200, avec dispositions des installations projetées.

- un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan local d'urbanisme (PLU)
- la proposition sur l'usage futur du terrain : cette installation sera exploitée dans le cadre de la réalisation du prolongement vers l'ouest de la ligne E du RER (EOLE)
- un recensement des zones Natura 2000 justifiant de l'absence de nécessité d'étude d'incidence ;
- une justification des capacités techniques et financières de l'exploitant
- un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation, à savoir l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif à la rubrique 2515.
- une justification de la compatibilité du projet avec les « plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R. 122-17 » ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 » ;

Cependant, le dossier ne comportait pas l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du Code de l'environnement, en particulier :

- des courriers de justification de la consultation du propriétaire et du maire sur l'usage futur du site en cas de cessation ;
- un récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire.

L'exploitant a complété sa demande en transmettant une nouvelle version de son dossier de demande d'enregistrement en date du 09/01/2017. Cette version du dossier comporte notamment :

- Un récépissé de dépôt du permis de construire daté du 22/12/2016 ;
- Un avis favorable du maire de Nanterre sur l'usage futur du site envisagé (projet Éole) daté du 29/12/2016 ;
- Un courrier de justification de la consultation du propriétaire sur l'usage futur du site du 21/11/2016.

Au regard des pièces et documents joints à ce dossier, l'inspection considère que cette demande d'enregistrement est complète au sens des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du Code de l'environnement.

4.2 Caractère régulier du dossier

Concernant les demandes de compléments relatives au respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a apporté les réponses suivantes :

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit préciser (en utilisant par exemple un plan) la localisation des stockages de : <ul style="list-style-type: none"> • Bentonite • Bentocryl 86 • Spirax S2
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise la localisation des stockages de Bentocryl 86 et de Spirax S2 sur les plans fournis (Annexes 3.3 et 3.4). Le pétitionnaire précise dans son dossier que la boue de forage utilisée est composée de bentonite et d'eau. La boue de forage est fabriquée en dehors de l'installation ICPE. La Bentonite n'est pas stockée au niveau des installations décrites dans ce dossier.

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire mentionne la présence d'une bouche incendie située à environ 80 mètres de son site. Le pétitionnaire doit démontrer : <ul style="list-style-type: none"> • que cette bouche incendie permet d'assurer un débit de 60m³/h pendant 2 heures, • que tout point de la limite de son site se trouve à moins de 100 mètres de cette bouche incendie, (notamment les cuves de fuel). Le cas échéant, le pétitionnaire doit <ul style="list-style-type: none"> • soit démontrer qu'il dispose d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ; • soit disposer d'un accord des services d'incendie et de secours si les moyens disponibles sont inférieurs à ceux énoncés à l'article 17.
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise que la borne incendie identifiée à environ 80 mètres du site ne permet pas d'assurer la défense extérieure contre les incendies. Le pétitionnaire mentionne la présence d'une autre bouche à incendie (n°920260396). Le 1er appareil se situe à 153 mètres du site de l'exploitant. Cependant le pétitionnaire transmet un accord des

	services incendie (Bureau prévention de la Brigade de Sapeurs Pompiers de Paris) de déroger à la règle des 100 mètres pour le 1er appareil en raison de la bonne couverture hydraulique du secteur (mél du 23/12/2016).
--	---

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit décrire les rétentions des stockages des liquides présents sur son site (Bentocryl 86, Spirax S2, fuel). Le pétitionnaire doit également calculer la capacité de ces rétentions et démontrer qu'elles sont conformes aux capacités prescrites par l'article 21. Le pétitionnaire décrira et calculera également la capacité de rétention de la fosse à déblais
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire a décrit et calculé les rétentions des stockages des liquides présents sur son site. Les capacités de ces rétentions sont conformes aux capacités prescrites par l'article 21. La fosse à déblais permet de stocker les débris de forage solides. Le pétitionnaire calcule le volume de stockage des débris de forage qui est de 370 m ³ (chapitre 5.2).

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit justifier de l'étanchéité du sol sur lequel est disposée la fosse à déblais et la zone de convoyage des déblais (surface de 292 m ² a priori envisagée sans aucun recouvrement).
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise que l'aire de convoyage sera en enrobé et que la fosse à déblais sera bétonnée.

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire indique qu'une convention de rejet des eaux traitées sera établie avec le service d'assainissement de la ville de Nanterre. Le pétitionnaire doit préciser le nom de la STEP qui traitera les eaux de rejets de son site. Le pétitionnaire doit également fournir l'autorisation de déversement ou, à défaut de l'autorisation de déversement, une lettre du gestionnaire de la STEP indiquant l'acceptation des effluents provenant du site.
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise le nom de la STEP qui traitera les eaux de rejets de son site: la STEP Seine Aval à Achères. Le pétitionnaire précise que les démarches sont en cours avec la SEVESC et le service Assainissement de Nanterre (Annexe 28). Le pétitionnaire transmet avec son dossier une copie de la demande de convention temporaire de déversement au réseau d'assainissement collectif de la ville de Nanterre, et un courrier de la SEVESC attestant des démarches du pétitionnaire.

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit préciser sur l'annexe 17 la localisation des vannes manuelles et automatiques.
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise la localisation des vannes manuelles et automatiques sur l'annexe 17.

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit préciser sur l'annexe 17 la position du ou des points(s) de prélèvement(s) sur la conduite de rejet.
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise la position du point de prélèvement sur la conduite de rejet.

Demandes de l'inspection	L'article 29 précise que « les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. » Le pétitionnaire doit préciser les mesures prises pour traiter les eaux pluviales, en particulier sur la zone d'entreposage de la fosse à déblais et de convoyage des déblais.
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise que l'aire de convoyage, en enrobés, est munie d'une légère pente et d'un caniveau pour récupérer les eaux de pluies et que les eaux pluviales sont collectées vers la fosse de relevage puis pompées et traitées par l'installation de traitement des eaux. La pompe peut être déplacée dans la fosse à déblais pour récupérer les eaux superficielles.

Demandes de l'inspection	L'exploitant doit justifier de l'absence de rejet d'effluents sur la zone d'entreposage de la fosse à déblais et la zone de convoyage des déblais.
--------------------------	--

Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire précise que le fond de la fosse à déblais sera bétonnée et que l'aire de convoyage sera réalisée en enrobés. Il n'y aura donc pas de rejets d'effluents au niveau du sol.
---------------------------------------	--

Demandes de l'inspection	<p>Le pétitionnaire indique qu'une mesure de bruit initiale sera réalisée avant le montage des installations et la première mesure de bruit sera réalisée dans les six mois après la mise en service (chapitre 8.5). L'inspection rappelle que pour les nouvelles installations : « les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ». Le pétitionnaire doit modifier son dossier en ce sens.</p> <p>Le pétitionnaire doit lister les ZER (Zone à Émergence Réglementée) présentes à proximité du site. En cas de présence de ZER à proximité de son site le pétitionnaire devra mesurer la valeur de l'émergence au niveau de ces ZER pendant les campagnes de mesures de bruits.</p>
Compléments transmis par l'exploitant	<p>Le pétitionnaire précise que les premières mesures seront bien réalisées dans les trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation.</p> <p>Le pétitionnaire a listé les ZER situées à proximité du site dans la version 2 de son dossier de demande d'enregistrement.</p>

Concernant la régularité de la demande, l'inspection a constaté que le dossier déposé par le porteur de projet le 07/11/2016 comporte une partie qui justifie de la compatibilité de son projet avec :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Concernant les demandes de compléments relatives à la compatibilité du projet avec le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) l'exploitant a apporté la réponse suivante :

Demandes de l'inspection	Le pétitionnaire doit démontrer la compatibilité de son projet avec le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).
Compléments transmis par l'exploitant	Le pétitionnaire démontre la compatibilité du projet avec le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) dans son mémo du 13/01/2017. Le pétitionnaire précise qu'en cas d'utilisation de groupes électrogènes cette situation correspond à une situation prévue dans le PPA (mesure réglementaire 5), à savoir « alimentation de chantier lorsque celle-ci ne peut être assurée directement par le réseau »

Les éléments du dossier apparaissent suffisants pour l'instruction du dossier, et le respect des prescriptions techniques est justifié.

L'inspection note en particulier les points suivants :

- L'accord des services d'incendie et de secours de déroger à la règle des 100 mètres pour la borne incendie. Ce point devra faire l'objet d'une prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire portant enregistrement, ce qui nécessitera une présentation de l'arrêté devant le CODERST ;
- L'absence de rejets dans l'atmosphère et de retombées de poussières pour les installations projetées permettant d'aménager les prescriptions concernant la surveillance de l'air et des retombées de poussières. Ce point devra faire l'objet d'une prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire portant enregistrement, ce qui nécessitera une présentation de l'arrêté devant le CODERST .

5 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire ; lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Le dossier de demande – dans sa version révisée datée du 9 janvier 2017 – est estimé complet et régulier, et peut être communiqué au conseil municipal de la commune où l'installation est projetée, à celui des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et au moins à celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre du projet en application des dispositions de l'article R.512-46-11 du Code de l'environnement.

Cette consultation concerne donc les communes de Nanterre, Courbevoie, Puteaux et la Garenne-Colombes.

Les dispositions régissant la consultation du public peuvent être prises par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article R.512-46-12 du Code de l'environnement. Le dossier complet ayant été déposé le 09/01/2017, conformément à l'article R.512-46-18, la décision sur la procédure doit intervenir dans un délai de 5 mois, soit avant le 09/06/2017 faute de quoi l'absence de réponse vaudra décision de refus.

Rédacteur

Le technicien supérieur principal de
l'économie et de l'industrie

Vérificateur

La coordinatrice de la cellule
risques chroniques

Approbateur

Pour le directeur régional et par
délégation,
L'adjointe au chef de l'unité
départementale des Hauts-de-
Seine,

Signé

Francine BERTHIER